

Fu s que l'on parle des relations entre les membres du personnel de la Société Générale, il faut souligner que là comme ailleurs les informations sont perçues par les autres membres de la banque comme des privilèges les seuls à avoir vraiment bénéficiés des grèves de 1974, à avoir des primes importantes. Cela explique le peu d'échos rencontrés lors des grèves de soutien lancées par les syndicats. Et cette barrière ne semble pas prête de tomber !

On a beaucoup parlé des nationalisations des derniers temps, la Société Générale nationalisée depuis 1945 ne semble pas être à la pointe du dialogue social, il aura fallu deux mois de blocage pour déboucher sur un accord. La nomination du nouveau directeur a peut-être tout de même facilité les choses, bien que pour le moment le reste de l'état-major soit resté en place, en particulier à Bordeaux, où le mépris des personnels était le plus grand.

La SG2, son rôle de briseur de grève d'une manière plus générale, le rôle des sociétés de service, sont très intéressants à étudier. Au départ la SG2 a été fondée pour aider à l'informatisation de la Société Générale par M. Lhermitte et pour tourner le statut des banques parisiennes. Le retour de la SG2 dans la Société Générale sera étudié lors des prochaines négociations, une intégration du personnel de la SG2 serait très favorable pour eux. La CFDT a dénoncé cette année l'inextricable réseau des sociétés qui gravitent autour de la Société Générale, en soulignant en particulier que les plus rentables de ces sociétés (rendement de 375 % par rapport au capital investi pour la SG21 en 1979) sont la propriété de quelques cadres de la Société Générale et la SG2. Voir le schéma partiel en encart et le *Monde Informatique* n° 51 du 29 mars 1982).

Pour terminer, il faut rappeler que la CFDT avait en 1974 protesté contre l'utilisation du numéro de Sécurité sociale dans les fichiers des clients, bien que n'ayant jamais été formellement supprimé, à la suite des campagnes syndicales, bien peu d'employés le demande encore aux clients, et son utilisation comme identifiant unique n'est donc pas possible.

Ces problèmes continueront à être à l'ordre du jour dans les prochains mois car des changements importants sont attendus à la direction des services informatiques de la Société Générale...

Affaire à suivre, donc...

J. MAISONVERTE et S. RUSTAMANTE

STAGES MICRO-INFORMATIQUE À LA BOUTIQUE DE GESTION

La boutique de gestion, vous connaissez ?

Depuis deux ans, ses animatrices et animateurs fournissent conseils juridiques, administratifs et financiers aux adhérents de la boutique.

Qui sont ces adhérents ? Des associations, des coopératives, des petites sociétés ou des individus animateurs de projets « différents ». Ceux-ci sont confrontés pour assurer leurs activités, à de multiples problèmes, que la boutique aide à débroussailler, et à prendre soi-même en main. Des consultations, mais aussi des journées de formation aux thèmes divers.

Pour permettre d'évaluer l'utilité de l'informatique, dans ce type d'activités, la « BGP » organise cette année plusieurs stages de courte durée permettant de démystifier l'informatique et d'en estimer les possibilités concrètes (utiliser les programmes établis et comprendre les possibilités de modification de ces programmes). L'idée simple est que c'est par une interaction pratique, en programmation (et non seulement utilisation) que l'on peut le mieux préciser l'impact et l'avantage éventuel de la micro-informatique. Des présentations de logiciels professionnels complètent une initiation pragmatique au BASIC.

Stages de un, deux ou cinq jours
24/25 septembre (400 F)
15/19 novembre (1000 F)
Boutique de gestion de Paris
4 rue d'Enghien 75010 Paris
Tel : 770.15.42

« RESET »

Mike McCullough qui a écrit l'article sur « l'informatique alternative aux USA » paru dans le numéro 9 de *Terminal*, publié à New-York, une lettre d'information sur les applications alternatives de la micro-informatique.

« Avec la montée des ordinateurs personnels, beaucoup de ceux qui sont engagés dans un changement politique et économique radical, font partie de ceux qui possèdent un ordi-

nateur ». (...) « Est-il possible d'utiliser ces gadgets pour des objectifs politiques progressistes. Comment la micro-informatique peut-elle servir la recherche engagée, les médias alternatifs, les organisations communautaires, les syndicats ouvriers, les municipalités progressistes, les groupes de défense publiques ou des juristes, des médecins ou spécialistes de l'éducation ? Comment partager la connaissance et l'expertise informatique avec le tiers monde ? »

La lettre d'information contient des adresses, de renseignements pratiques, une bibliographie, des nouvelles brèves : « Des micros pour la négociation collective », « L'automatisation au service de l'apartheid en Afrique du Sud », « Revue des logiciels » et une rubrique « Messageries électroniques » (« Interlink at Frontline »).

Pour obtenir *RESET* ou s'y abonner, écrire à : Mike McCullough ou « Reset », 90 East 7th apt 3A, New-York N.Y. 10009. Phone : 212.254.3582.

ASSISES POUR LE DEVELOPPEMENT DES SCIENCES DE L'ORGANISATION

La division ADSO de l'AFCE (Association Française pour la Cybérétique Economique et Technique) et la CESTA (Centre d'Etude des Systèmes et de Technologies Avancées) organisent les 23, 24 et 25 novembre 1982 au CESTA 5 rue Descartes 75005 Paris, des assises sur le développement des sciences de l'organisation.

L'informatisation n'est pas considérée aujourd'hui comme un véritable domaine de recherche. Nous nous trouvons face à un déséquilibre entre l'effort intellectuel et financier consacré au progrès technique, et la faiblesse des moyens d'étude et d'expérimentation de l'innovation organisationnelle. Faute d'attention portée aux problèmes d'organisation et de culture, on risque de dépendre d'un modèle importé qui a toutes les chances d'être inadapte.

L'informatisation porte sur l'ensemble des transformations de l'entreprise et du service public au contact avec les nouvelles technolo-

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

TERMINAL 19/84 : 6 numéros par an

BULLETIN A RETOURNER OU A RECOPIER

NOM
Adresse
Verse la somme de pour
☐ Individuel : Abonnement à Terminal 19/84 80 F
Abonnement de soutien 110 F
Cotisation au CII 40 F
☐ Collectif militant : abonnement à Terminal 260 F
4 exemplaires servis par numéro
Cotisation au CII 80 F
☐ Association, entreprise, centre documentaire :
Abonnement à Terminal 260 F
Cotisation au CII 80 F

(TVA 4% inclus)

Cheques à l'ordre du CII, 1 rue Keller 75011 Paris

1) Voir en encart une partie de l'organigramme de la SG2.

2) Les banques de banque, ouvertes le samedi matin, ne peuvent être traitées complètement en temps réel par SG : les conventions collectives de la banque parisienne interdisent le travail le samedi.

gies : transformation de la structure, des relations internes et externes, des métiers, du processus de prise de décision, des modalités de commandement et de contrôle, de la qualification des acteurs, etc. Il faut donc continuer et compléter, voire repenser, l'effort de recherche et d'éducation pour que ce processus ne s'accompagne pas d'un nouveau appauvrissement des facultés de l'homme.

But des assises

Une tâche essentielle de ces assises sera de mettre en lumière qu'il existe réellement en France un nombre non négligeable d'équipes de toute origine capables d'élaborer une problématique générale et d'apporter des réponses partielles, les équipes gagneraient à se connaître, et à se fertiliser mutuellement, à se voir reconnues et à mieux cerner les obstacles en profondeur à une réflexion sur des alternatives.

Les adhérents du CIII peuvent participer à cette initiative et adresser leurs contributions à J.L. RIGAL
AFCET, 156 Bd Pereire
75017 Paris

BOUTIQUE DE SCIENCES

Alors qu'aux Pays-Bas, il y a des Boutiques de Sciences depuis cinq ans, en France l'idée n'a commencé à faire son chemin que depuis mai 1981 (tiens, tiens...). Mais au fait de quelles boutiques parlons-nous ?

La boutique de sciences se veut un lieu d'échange, de rencontre entre des individus, des associations, des syndicats, des municipalités, ... et des chercheurs de toutes disciplines. Concrètement, c'est dans un local situé soit dans une fac, soit en ville que des gens peuvent venir exposer leurs problèmes aux quelques permanents de la boutique. Après mise en forme de la demande, on discute de son intérêt et le travail bibliographique ou de recherche est alors éventuellement proposé à des chercheurs membres du réseau lié à la boutique.

L'idée prend actuellement corps dans plusieurs villes en France (*) avec la bénédiction de certains des ministères concernés. On parle d'ouvrir les premières en octobre 1982. Mais de nombreuses difficultés subsistent : statut des chercheurs et des techniciens, commission de sélection des sujets d'étude, modes de financement... mais il y a sûrement là un moyen de rapprocher la recherche des acteurs sociaux dont les demandes et les besoins sont souvent ignorés par le CNRS et les universités et en même temps de déculpabiliser le personnel de la recherche...

Bien que rien ne soit encore officiellement en place, des demandes arrivent : mise au point des méthodes de détection des produits toxiques dans le pain, problème de la pollution du Bassin d'Arcachon, recyclage des piles au mercure, étude sociologique sur un quartier en rénovation, étude sur les risques et l'efficacité de la protection après vaccination, risques et maladies professionnelles encourus par des travailleurs exposés par exemple à des vapeurs provenant du soudage ou des huiles de coupe (ce dernier thème est déjà pris en charge par un collectif à Paris-Jussieu), mise au point de divers matériels de protection à l'aide de micro-ordinateurs...

Il n'y a malheureusement plus en France de revue de réflexion sur la science et la technique qui soit diffusée en dehors du cercle d'initiés, *Terminal 19/84* se propose

donc de relater l'information sur les Boutiques de Sciences en attendant la naissance d'un (encore) plus jeune confrère que pourrait animer la Fédération des Boutiques de Sciences qui doit se créer cet été.

Adresses :

— Fédération Nationale des Boutiques de Sciences, 18 rue du Clos Notre-Dame 63000 Clermont Ferrand.

— Boutique de Sciences de Lyon, Bât 403 Université de Lyon I, 69622 Villeurbanne Cédex.

— J. Deutsh, UER de Génétique T42 Paris VI 4 P1 Jussieu 75005 Paris. G. Gonzy-Treboul UER de Biochimie T43 Paris VII 2 P1 Jussieu, 75005 Paris.

— et aussi Marseille, Lille...

J. MAISONVERTE

« INFORMATIQUE, POUVOIR ET LIBERTÉS »

Ce livre est une version abrégée de la thèse de Doctorat d'André Vitalis. Autant d'ire tout de suite que l'ouvrage ne se lit pas vraiment comme un roman policier et qu'il est donc plutôt destiné à un public courageux. L'organisation même du livre — entre son texte de base et une foule de notes — peut paraître en particulier très décourageante : on ne sait si l'on doit lire Vitalis ou ses notes ! Il ne faut pas oublier le but universitaire du travail : tout ce qui est pensé ne doit pas sortir du chapeau du postulant, mais être au contraire constamment étayé par les écrits des autres.

C'est à ce titre, je crois, que ce livre va contradictoirement vous intéresser, car il pense une grande partie de ce qu'il s'est dit et écrit d'intéressant en France pendant ces années soixante-dix sur l'informatique.

Le lecteur y trouvera donc un synthèse bien documentée sur tous les grands débats de la période : d'abord les débats sur le concept d'informatique et d'ordinateur, puis l'affrontement juridique sur les fichages des personnes, puis les controverses sur la concentration ou déconcentration des pouvoirs, enfin les enjeux industriels.

Ces exposés présentent donc avant tout la préhistoire de la problématique actuelle. Armés de Vitalis et d'une collection complète de *Terminal 19/84*, nos lecteurs seront fin prêts pour les nouvelles bagarres de l'informatisation qui font rage autour de nous... des Malouines au Château de Versailles en passant par la Villette...

En dehors de son apport documentaire, quel serait l'apport théorique propre à Vitalis ? On ne trouvera pas dans ce livre de thèses fracassantes, novatrices ou provocatrices. Vitalis nous offre plutôt une pensée syncrétique, mais pleine de finesse, et de nuances, il nous apprend, je crois, à douter, à être prudents devant l'informatisation, à ne pas nous laisser fasciner, ni par les choses, ni par les mots. C'est un pédagogue et non un idéologue. C'est peut-être ce qui nous explique pourquoi un texte de 1979 sonne parfaitement actuel en 1982, après un changement de majorité : « En voulant à la fois protéger les libertés mais ne pas entraver le développement d'une technique de pointe, en voulant en orienter l'utilisation mais en même temps en assurer la promotion, les Pouvoirs Publics se sont privés en fait, de la possibilité d'en assurer un véritable contrôle. Ce sont, en définitive, des considéra-

tions économiques — la crainte de ne pas péraliser une industrie d'avant-garde, les impératifs de la compétitivité internationale qui tiennent la première place dans l'ordre des priorités » (page 203).

J.M.

André Vitalis *Informatique, pouvoir et libertés* (Editions Economica)

POUR CEUX QUI S'INTERESSENT A LA ROBOTIQUE

Un rapport du Conseil économique et social a été publié au *Journal Officiel* du 7 avril 1982 : « L'utilisation de la robotique dans la production et ses perspectives d'avenir ».

Rédigé par Yves Lasfargues, il est bien documenté, bien écrit et dénonce quelques mythes bien ancrés : un document de base qui ne coûte que 2 francs (*Journal Officiel*, 29 rue Desaix, Paris XV)

**EDUCATION ET INFORMATIQUE
N° 11 mai-juin 1982**

Le dernier numéro de la revue *Education et Informatique* est entièrement consacré à un dossier sur les systèmes d'aides à l'écriture de didacticiels : c'est-à-dire aux programmes et aux langages qui permettent à des non-spécialistes de l'informatique de réaliser des séquences d'Enseignement Assisté par Ordinateur. On y trouve une liste exhaustive de ce qu'il se fait comme système d'enseignement, aussi bien sur micro-ordinateurs que sur les grosses machines. Différents « Langages-Auteurs », c'est-à-dire des langages spécialisés dans l'écriture de programmes d'EAO (Love, Can 8, Ariquin) ont été testés par un enseignant non-informaticien, ce qui montre tout de suite d'ailleurs que leur emploi nécessite un minimum de connaissances et de pratiques. Mais l'essentiel n'est peut-être pas là. Une fois de plus on a l'impression que l'on a mis la charrue avant les bœufs, c'est-à-dire que l'on veut développer un certain nombre de moyens techniques (machines pouvant utiliser des périphériques variés, langages...) sans réfléchir vraiment à ce que l'on pourrait en faire, sans s'interroger sur ce qu'il apporte à l'enseignement. On laisse de fait une pratique sauvage se développer tout azimut, pour le meilleur et pour le pire. Donc le dossier est très intéressant pour savoir ce qui se fait, pour connaître les projets en cours. Mais il en reste, comme d'ailleurs quasiment tout ce qui s'écrit dans ce domaine à l'aspect informatique des choses.

J.V.

Education et Informatique
9 rue Mechain 75016 Paris

**L'INFORMATIQUE A L'ECOLE
CONCOURS DE PROGRAMME AFCET 81
BULLETIN SPECIAL DE L'EPI**

Lors de sa troisième conférence mondiale sur « Informatique et Education », l'IEP a commandé aux pays participants d'organiser un concours de réalisation de logiciels par les élèves du secondaire, tendant à « représenter un phénomène relevant des disciplines de l'enseignement secondaire général et technique ».

Le bulletin spécial de l'EPI présente les meil-